

CONTRE LE RETOUR À L'ANORMAL, PRÉPARONS UNE RENTRÉE OFFENSIVE !



Montreuil, le 21 juillet 2020

Communiqué à l'attention des syndicats et des organisations de la FDSP

La direction fédérale, à l'issue des débats des instances fédérales, CNF, CEF et dans la continuité de l'appel du CNF du 18 juin, estime que la rentrée sociale doit se préparer dès à présent dans tous les syndicats.

Le signal donné par la création du ministère de la Transformation et de la Fonction publique marque la volonté du gouvernement d'accélérer la mise en place de la loi TFP, mais également le projet de loi 3 D et la réforme des retraites, sans tirer de leçon de la période écoulée, marquée par un rejet massif de sa politique.

Pendant la période du confinement, nos collègues ont accompli leurs missions dans des conditions dégradées, parfois tragiques et c'est essentiellement grâce à eux, à leur sens du service public et de l'intérêt général que l'État et les services publics ont tenus. Les services publics ont démontré, une fois de plus, qu'ils étaient indispensables dans une situation critique et doivent donc être reconnus, notamment par des mesures générales de revalorisation salariale pour tous les agents, mais également développés par la création de postes avec un réengagement financier massif de l'État à la hauteur des besoins.

Les choix industriels, l'aménagement du territoire tourné vers la satisfaction des entreprises privées, les coupes dans les recettes de la sécurité sociale, les diminutions d'impôts, les baisses des budgets publics et des effectifs dans les services publics ont amené la 5ème puissance mondiale à vivre une situation catastrophique face à une pandémie.

Les plans de relance annoncés n'empêchent pas la multiplication des PSE et ne mettent toujours pas à contribution les plus riches. En 2020, alors qu'une grave crise économique est annoncée, 33 milliards de dividendes seront versés aux actionnaires. Les pertes d'emplois dans les entreprises vont avoir des conséquences dans tous les secteurs d'activités et notamment dans la fonction publique. C'est pourquoi, avec les salariés menacés par toutes les restructurations en cours, nous disons : pas un seul licenciement, maintien de tous les emplois sur site, réquisition des entreprises menacées de fermeture.

Alors que la CGT porte un projet alternatif de développement des services publics, de leur financement, de diminution du temps de travail et d'augmentation des salaires, le gouvernement, profitant de la crise sanitaire, dont il porte l'entière responsabilité, renoue avec les pratiques d'avant en les aggravant.

... / ...

Les mobilisations contre la réforme des retraites, par leur ampleur et leur durée, ont ébranlé le pouvoir dans ses certitudes. Alors que le gouvernement compte sur un retour à l'anormal en accélérant le rythme des réformes, les fonctionnaires et agents publics, mais également les salariés des entreprises publiques de l'eau, du logement social et de la thanatologie doivent porter leurs revendications.

Dans tous les secteurs, dans toutes les filières, dans toutes les catégories, seules des mobilisations d'ampleur, sur la durée peuvent contraindre le gouvernement à abandonner ses plans régressifs et à ouvrir des négociations sur nos revendications et vers un autre modèle de société.

- Pour le dégel et l'augmentation de la valeur du point d'indice (avec le rattrapage de ce qui nous a été confisqué par 10 ans de gel) ;
- Pour la création de postes dans les collectivités et les services publics de l'eau, de la thanatologie et du logement social, contre toute suppression d'emploi dans la Fonction publique et les services publics ;
- Pour l'amélioration des conditions de travail ;
- Pour le maintien des CHSCT et des comités techniques ;
- Pour l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique ;
- Pour l'abandon de la réforme des retraites et pour le maintien de notre régime spécifique de retraite solidaire CNRACL ;
- Pour l'abandon du projet de loi 3 D.

L'ensemble des raisons qui a conduit à la mobilisation, par la grève, à partir du 5 décembre 2019 est toujours là, et n'a fait qu'empirer depuis. Nous avons connu ce 5 décembre un taux de grève global très significatif chez les territoriaux. Il s'agit à présent de reprendre ce fil, car aujourd'hui et plus que jamais, les menaces sont toujours présentes.

D'ores et déjà, la CGT appelle à une grande journée de grève et de manifestations dans toute la France et sur le plan interprofessionnel le 17 septembre. Partout, organisons nos heures d'informations syndicales et des assemblées générales du personnel. Partout, proposons la syndicalisation et débattons avec les collègues des perspectives de mobilisation, de la question de la grève et de sa reconduction et des manifestations à construire à partir du 17 septembre.

